



MINISTRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES



RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Quatrième Trimestre 2020

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE

Quatrième Trimestre 2020

Avant-propos

En 2020, le monde entier a connu une crise inédite dans son ampleur et ses conséquences sur l'économie réelle et le quotidien des populations. Plus forte que ses devancières de 1929 et de 2008, la crise économique, née de la pandémie de la covid-19, n'a épargné ni les pays, ni leurs modèles et structures économiques. Sous l'effet conjugué des difficultés sanitaires et économiques, l'activité globale a été gravement perturbée au Nord comme au Sud de la planète. Le reflux de l'activité économique au plan international a affecté la croissance espérée des États à telle enseigne que pour le Gabon, elle s'est établie à **-1,8%** à fin 2020 contre **3,9%** en 2019.

Dans ce contexte, le Gouvernement, sur les très hautes instructions du **Président de la République**, a mis en œuvre des mesures propres à contrer l'impact de la pandémie sur la vie des populations, en particulier la frange la plus fragile, à travers une stratégie d'aide aux ménages vulnérables et le soutien aux entreprises.

Ainsi, l'exécution du budget 2020 obéit-elle aux choix et priorités que le **Président de la République** a fixés au **Gouvernement** dans sa politique de lutte et de riposte contre la covid-19, notamment l'équipement en matière de prévention, des soins médicaux, la gratuité du transport public et les allègements fiscaux accordés aux opérateurs économiques.

Pour défavorable que soit, en 2020 la conjoncture traversée par le pays, les administrations ne doivent pas pour autant baisser la garde mais redoubler d'ardeur dans l'accomplissement de leurs missions.

Plus que jamais, elles sont invitées à poursuivre l'élan et maintenir le cap des réformes engagées en matière d'assainissement des finances publiques, de la promotion de la transparence et de l'amélioration de l'exécution de la dépense publique.

C'est à ce prix que les administrations sectorielles joueront pleinement leur rôle et contribueront grandement à réaliser l'objectif prescrit d'une relance post-covid de notre économie et de sa nécessaire diversification.



Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Abréviations et acronymes

AGP	Agence Gabonaise de Presse
ANAGEISC	Agence Nationale de Gestion et d'Exploitation des Infrastructures Sportives et Culturelles
ANGTI	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures
ASS	Afrique subsaharienne
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BHG	Banque de l'Habitat du Gabon
BOP	Budget opérationnel de programme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Certificat d'Études Primaires
CICIBA	Centre International de Civilisation Bantu
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CSS	Contribution Sociale de Solidarité
CP	Crédits de paiement
CSS	Contribution Spéciale de Solidarité
DCAF	Direction Centrale des Affaires Financières
DGI	Direction Générale des Impôts
EDS	Enquête démographique et de santé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FBP	Financement basé sur les performances
FRANCS CFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
FNAS	Fonds National d'Action Sociale
GCI	Indice mondial de la compétitivité (<i>Global Competitiveness Index</i>)
GdG	Gouvernement du Gabon
GEF	Gabonais économiquement faible
GFP	Gestion des Finances Publiques
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOLFEB	Loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGAPROV	Office Gabonais d'Amélioration et de Production de Viande
OGR	Office Gabonais des Recettes
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONSFAG	Office National de la Sûreté et de la Facilitation des Aéroports du Gabon
PAP	Projet Annuel de Performance
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PIP	Prime d'incitation à la performance
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Plan de Relance de l'Économie
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent
ROAM	Redevance obligatoire à l'assurance maladie
RPROG	Responsables de programme
SEEG	Société d'Énergie et d'Eau du Gabon
SIGRH	Système d'information de gestion des ressources humaines

SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
SOGATRA	Société Gabonaise Des Transports
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UO	Unité opérationnelle
ZES	Zone économique spéciale

SOMMAIRE

Avant-propos.....	3
Abréviations et acronymes	4
SOMMAIRE.....	6
Index des Tableaux	7
Index des Figures	7
SYNTHESE	8
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2020	9
Les recettes du budget de l'Etat	10
Les dépenses du budget général.....	11
Les comptes d'affectation spéciale.....	17
Les opérations de trésorerie et de financement.....	19
CONCLUSION	21
ANNEXES.....	23
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de francs CFA)	24
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en francs CFA)	25
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de francs CFA)	26
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions de francs CFA)	27
Annexe 5 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de francs CFA).....	28
Annexe 6 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de francs CFA)	29

Index des Tableaux

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FRANCS CFA).....	9
Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2).....	13
Tableau 3 : Exécution des dépenses sociales par mission	16
Tableau 4 : Exécution des autres dépenses sociales.....	16
Tableau 5 : Opérations de financement et de trésorerie au 31 décembre 2020.....	19

Index des Figures

Figure 1 : Situation des encaissements des recettes à fin décembre 2020.....	10
Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre	11
Figure 3 : Exécution des CAS au 31 décembre 2020	18

SYNTHESE

Solde

Le solde net d'exécution des opérations financières¹ de l'Etat au 31 décembre 2020 s'établit à **128,5 milliards de francs CFA**, contre **55,9 milliards de francs CFA** observé à la même période en 2019.

Ce résultat s'explique en partie par le solde excédentaire des opérations de financement et de trésorerie qui s'établit à **268,7 milliards de francs CFA**.

Recettes

Les recettes brutes² du budget de l'Etat s'établissent à **1 694,2 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de 108% par rapport à la prévision révisée. Elles sont en diminution de **33,9 milliards de francs CFA** comparativement au niveau de l'année dernière.

Dépenses

A fin décembre 2020, les règlements des dépenses du budget de l'Etat ont atteint **1 776,3 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 93% par rapport à la LFR.

Comptes spéciaux

A fin décembre 2020, le solde global des comptes d'affectation spéciale est créditeur de **13,7 milliards de francs CFA** contre un solde créditeur de **7 milliards de francs CFA** en 2019.

¹ Voir annexe 5 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement

² Voir annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2020

Tableau 1 : Suivi de l'exécution budgétaire, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FRANCS CFA)

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2020	Exé. à fin décembre 2020	% d'exécution		LF 2020	Exé. à fin décembre 2020	% d'exécution	LF 2020	Fin décembre
Titre 1. Recettes fiscales	1 131 688	1 128 178	99,7%	Titre 1. Charges financières de la dette	276 484	280 127	101,3%		
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	25 071	-	0,0%	Titre 2. Dépenses de personnel	683 000	659 367	96,5%		
Titre 3. Cotisations sociales	12 995	11 114	85,5%	Titre 3. Dépenses de biens et services	261 401	358 223	137,0%		
Titre 4. Autres recettes	330 117	481 485	145,9%	Titre 4. Dépenses de transfert	162 410	153 371	94,4%		
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 499 871	1 620 777	108,1%	Titre 5. Dépenses d'investissement	380 000	190 145	50,0%		
PRELEVEMENTS	- 111 076	- 117 503	105,8%	Titre 6. Autres dépenses	24 170	15 950	66,0%		
<i>Dont Evaluation des Fonds de concours et ADP</i>	<i>23 808</i>	<i>23 273</i>	<i>97,8%</i>	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	2 177		0,0%		
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 388 794	1 503 274	108,2%	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 787 465	1 657 184	92,7%	-398 670	-153 910
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)									
PENSIONS	59 767	67 124	112,3%	PENSIONS	59 767	67 124	112,3%		
Titre 3. Cotisations sociales	59 767	67 124	112,3%	Titre 4. Dépenses de transfert	59 767	67 124	112,3%		
Part salariale (yc agents en détachement)	28 376	25 616	90,3%	Pensions civiles et militaires	59 767	59 945	100,3%		
Part patronale de l'Etat	31 391	41 508	132,2%	Pensions spéciales		7 179	-		
PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	17 899	108,5%	PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	17 899	108,5%		
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	17 899	108,5%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	17 899	108,5%		
Allocations familiales	16 500	17 899	108,5%	Prestations familiales	16 500	17 899	108,5%		
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 201	3 087	257,0%	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 201	2 808	233,8%		
Titre 1. Recettes fiscales	1 201	3 087	257,0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	400	936	234,0%		
Redevance audiovisuelle	1 201	3 087	257,0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	801	1 872	233,7%		
PROMOTION DU SPORT	4 045	3 935	97,3%	PROMOTION DU SPORT	4 045	11 587	286,4%		
Titre 1. Recettes fiscales	4 045	3 935	97,3%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 023	10 322	510,2%		
Taxe sur les jeux de hasard	537	105	19,5%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 022	1 265	62,5%		
Droits d'accises	3 508	3 830	109,2%						
FORMATION POUR L'EMPLOI	1 669	2 107	126,2%	FORMATION POUR L'EMPLOI	1 669	1 008	60,4%		
Titre 1. Recettes fiscales	1 669	2 107	126,2%	Titre 3. Dépenses de biens et services	556	336	60,4%		
Taxe de formation professionnelle	1 669	2 107	126,2%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 113	672	60,3%		
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	0,0%	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	0,0%		
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	0,0%	Titre 3. Dépenses de biens et services					
Redevance Universelle	2 394	-	0,0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	0,0%		
ENTRETIEN ROUTIER	9 727	21 260	218,6%	ENTRETIEN ROUTIER	9 727	11 112	114,2%		
Titre 1. Recettes fiscales	9 727	21 260	218,6%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 018	4 554	447,3%		
Redevance d'Usure de la Route	9 727	21 260	218,6%	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 709	6 558	75,3%		
PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	3 065	7 861	256,5%	PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	3 065	1 961	64,0%		
Titre 4. Autres recettes	3 065	7 861	256,5%	Titre 3. Dépenses de biens et services	613	767	125,1%		
Fonds National de l'habitat	3 065	7 861	256,5%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 452	1 194	48,7%		
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 844	3 886	49,5%	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 844	3 718	47,4%		
Titre 1. Recettes fiscales	7 844	3 886	49,5%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 353	1 116	47,4%		
Redevance de l'eau	1 021	601	58,9%	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 491	2 603	47,4%		
Redevance de l'électricité	6 823	3 284	48,1%						
SALUBRITE PUBLIQUE	6 800	5 635	82,9%	SALUBRITE PUBLIQUE	6 800	1 914	28,1%		
Titre 4. Autres recettes	6 800	5 635	82,9%	Titre 3. Dépenses de biens et services	480	-	0,0%		
Redevance des ordures ménagers	6 800	5 635	82,9%	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 320	1 914	30,3%		
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	113 012	132 795	117,5%	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	113 013	119 130	105,4%	-	0
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	1 501 807	1 636 069	108,9%	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	1 900 476	1 776 314	93,5%	-398 669	-140 245
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL								-398 669	-140 245
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE								-423 740	-140 245

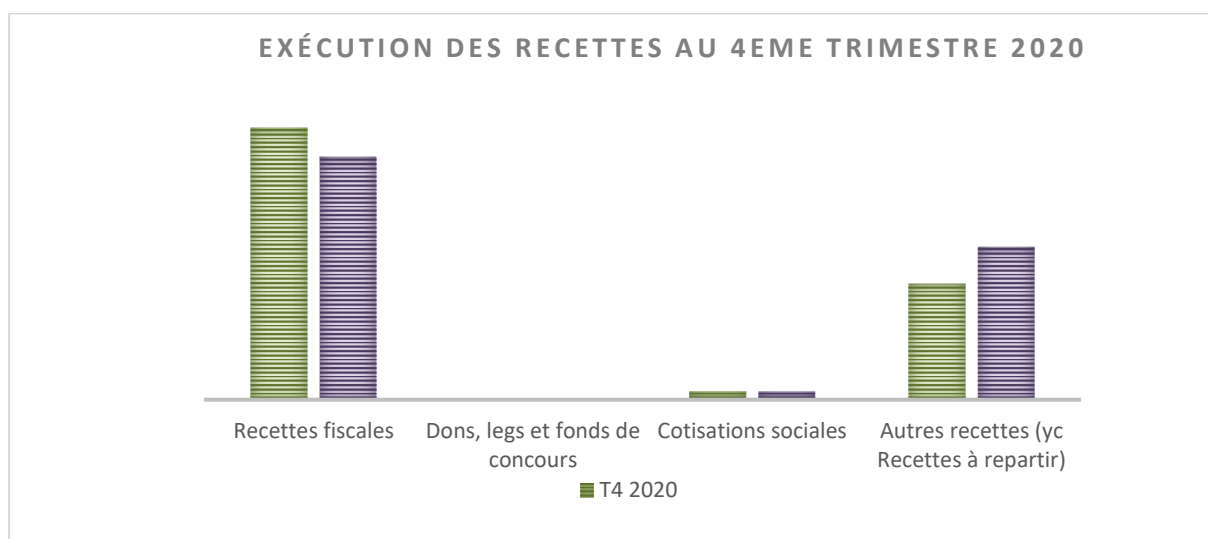
Source : DGBFiP, DGCP

Les recettes du budget de l'Etat

Au 31 décembre 2020, le montant brut des recettes du budget de l'Etat s'élève à **1 694,2 milliards de francs CFA**. Cette performance est en diminution de **33,9 milliards de francs CFA** comparée à celle enregistrée en 2019 (1 728,1 milliards de francs CFA).

En tenant compte des prélèvements³, ces recettes s'établissent à **1 636,1 milliards de francs CFA** (cf. tableau n°1 : Suivi de l'exécution budgétaire), sur un objectif prévisionnel en révisée de **1 501,8 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de 109%.

Figure 1 : Situation des encaissements des recettes à fin décembre 2020



Source : DGBFiP, DGCP

Le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du quatrième trimestre 2020 s'élève à **1 162,5 milliards de francs CFA**, soit 99,7% de réalisation par rapport aux prévisions de la LFR. Ces recettes enregistrent une hausse de **125,9 milliards de francs CFA**, comparativement à la même période en 2019, principalement due à l'augmentation du recouvrement des taxes.

Prévu à **190 milliards de francs CFA**, l'impôt sur les sociétés pétrolières s'est exécuté à hauteur de **224,5 milliards de francs CFA** contre **196,3 milliards de francs CFA** à fin décembre 2019.

Estimé à **230,5 milliards de francs CFA**, l'impôt sur les sociétés du secteur hors pétrole a été recouvré à hauteur de **169,5 milliards de francs CFA** à fin décembre

³ Attributions de produit (ADP) au profit des collectivités locales, des organisations internationales, de la CNAMGS, de l'ANPN.

2020, soit 74% de la prévision. Il est en baisse de **154,1 milliards de francs CFA** comparativement au quatrième trimestre de l'année 2019.

A fin décembre 2020, les recettes douanières ont été mobilisées à hauteur de **309,7 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 118%. Ce résultat intègre les recouvrements des droits et taxes sur les liquidations douanières des années antérieures d'un montant de **22,65 milliards de francs CFA** et près de **23 milliards de francs CFA** générés par l'entrepôt spéciale des hydrocarbures. Comparativement à 2019, les recettes douanières enregistrent une hausse de **53,1 milliards de francs CFA**.

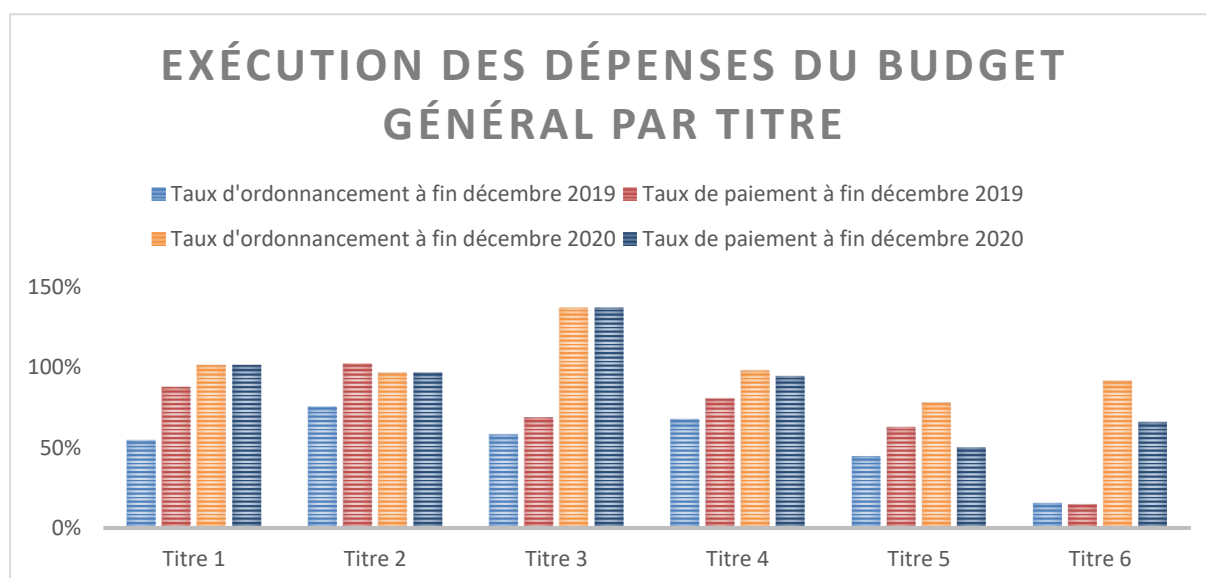
Les recettes non fiscales, quant à elles, ont été recouvrées à hauteur de **531,7 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de 150% par rapport au budget rectifié. Toutefois, cette performance demeure en baisse de **156,8 milliards de francs CFA** par rapport au résultat obtenu un an plus tôt.

Les dépenses du budget général

1) Analyse par titre de la dépense⁴

Projetées à **1 787,5 milliards de francs CFA** en LFR, les dépenses publiques, au 31 décembre 2020, se chiffrent en ordonnancement à **1 775,8 milliards de francs CFA** et en paiement à **1 657,2 milliards de francs CFA**, soit des taux d'exécution respectifs de 99% et 93%.

Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre



Source : DGBFiP

⁴ Les données chiffrées de l'exécution par titre sont contenues dans l'annexe n°4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire

❖ *Les charges financières de la dette (titre 1)*

Sur une prévision de **276,5 milliards de francs CFA** arrêtée dans la LFR 2020, les règlements des charges financières de la dette s'élèvent globalement à **280,1 milliards de francs CFA** contre 224 milliards de francs CFA exécuté à fin décembre 2019. Ils sont composés de **161,3 milliards de francs CFA** de charges d'intérêts sur la dette extérieure et de **118,9 milliards de francs CFA** sur la dette intérieure.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **26 milliards de francs CFA** sur la dette bilatérale ;
- **10,9 milliards de francs CFA** sur la dette multilatérale ;
- **76,2 milliards de francs CFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **1,9 milliard de francs CFA** sur les intérêts des banques commerciales.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent en intérêts intérieurs conventionnés pour **69,6 milliards de francs CFA** et ceux liés à la gestion de la trésorerie de l'Etat à hauteur de **49,2 milliards de francs CFA**.

Les intérêts sur la dette intérieure conventionnée comprennent :

- **35,1 milliards de francs CFA** au titre des intérêts bancaires ;
- **4,3 milliards de francs CFA** sur les moratoires ;
- **30,2 milliards de francs CFA** sur les marchés financiers.

Les charges de trésorerie se répartissent comme suit :

- **2,4 milliards de francs CFA** d'intérêts liés aux facilités de caisse ;
- **11,4 milliards de francs CFA** sur les intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA) ;
- **35,5 milliards de francs CFA** sur les autres frais bancaires.

❖ *Les dépenses de personnel (titre 2)*

Les règlements au titre des dépenses de personnel ont atteint **659,4 milliards de francs CFA** contre une prévision annuelle de **683 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 97%.

Cette catégorie de dépenses comprend :

- la solde permanente représentant **611,7 milliards de francs CFA**, soit 93% du poids de l'ensemble ;
- les autres éléments de rémunération, notamment la main d'œuvre non permanente (MONP), les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités servies aux agents publics, les vacances des enseignants et

autres primes, s'élevant à **47,7 milliards de francs CFA**, soit 7% des dépenses de personnel.

Par ailleurs, aucune exécution au titre des rappels solde n'est enregistrée.

Le détail des rubriques de ce poste de dépenses figure dans le tableau ci-après.

Tableau 2: Exécution des dépenses de personnel (titre 2)

CATEGORIES	LF 2020	Ordo. AU 31 DECEMBRE	REGLEMENT AU 31 DECEMBRE	TAUX
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	683 000	659 367	659 367	97%
Rémunérations de personnels	683 000	659 367	659 367	97%
<i>Solde permanente</i>	622 444	611 660	611 660	98%
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	38 000	35 404	35 404	93%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	18 000	12 302	12 302	68%
<i>Rappels solde</i>	4 556			0%

Source : DGBFIP/DGCPT

❖ **Les dépenses de biens et services (titre 3)**

Autorisées à **261,4 milliards de francs CFA** dans la prévisionnelle révisée, les dépenses de biens et services ont été mandatées et réglées à hauteur de **358,2 milliards de francs CFA**.

Sur une prévision de **56,9 milliards de francs CFA**, les remboursements de TVA et les attributions de produits, se sont exécutés globalement à hauteur de **31,7 milliards de francs CFA** et représentent 56% de leurs prévisions.

❖ **Les dépenses de transferts (titre 4)**

Ordonnancées à hauteur de **159,1 milliards de francs CFA** sur une prévision de **162,4 milliards de francs CFA**, les dépenses de transferts ont été réglées à concurrence de **153,4 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 94%. Ce résultat est supérieur au niveau observé à fin décembre 2019 qui était de 80%.

Les dépenses les plus significatives de ce poste concernent :

- les dépenses de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG) pour **54,8 milliards de francs CFA** ;
- les versements au titre de la CNAMGS à concurrence de **23,8 milliards de francs CFA** ;
- la mobilisation d'un montant de **5 milliards de francs CFA** au profit de la société Clean Africa pour le ramassage des ordures ménagères ;
- les dépenses de bourses au profit des étudiants de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) pour un montant de **2,9 milliards de francs CFA** ;

- le soutien au transport urbain et suburbain (SOGATRA et TRANS'URB), à hauteur de **4,3 milliards de francs CFA**.

❖ **Les dépenses d'investissement (titre 5)**

A fin décembre 2020, les dépenses d'investissement ont atteint un niveau d'ordonnancement de **296,8 milliards de francs CFA**, sur une prévision annuelle de **380 milliards de francs CFA**. Les règlements sur ce poste se chiffrent à **190,1 milliards de francs CFA** et se répartissent entre les dépenses financées sur ressources propres pour **101,2 milliards de francs CFA** et celles financées au titre des prêts projets pour **88,9 milliards de francs CFA**.

Concernant les ressources propres, les dépenses les plus significatives comprennent :

- les fonds de contreparties des prêts projets : **50,8 milliards de francs CFA** ;
- le projet de réhabilitation de la TRANSGABONAISE : **31,6 milliards de francs CFA** ;
- la réhabilitation des écoles primaires et secondaires : **6 milliards de francs CFA** ;
- la réhabilitation des bâtiments administratifs : **7,5 milliards de francs CFA**.

Par ailleurs, les prêts projets s'élèvent à **88,9 milliards de francs CFA**. Les tirages y relatifs ont été effectués auprès des créanciers suivants :

- **16,6 milliards de francs CFA** sur l'**Agence Française de Développement (AFD)** pour les projets « Réhabilitation du Transgabonais », « Construction de salles de classe » et « Renforcement des structures sanitaires » ;
- **2,4 milliards de francs CFA** sur la **Banque Africaine de Développement (BAD)** pour les projets « Appui au Programme GRAINE », « Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise » et « Programme d'Alimentation en Eau » ;
- **30,4 milliards de francs CFA** sur la **Banque Mondiale** pour les projets « Dorsale de Télécommunication », « Projet E-GABON », « Développement de la statistique au Gabon », « Projet Appuis Employabilité », « Programme de développement des infrastructures », « Développement des services de base en milieu rural » et « Appui sanitaire au Covid-19 » ;
- **15,2 milliards de francs CFA** sur **Export-Import Bank of China (Exim-Bank China)** pour le projet « Construction 3 Centres de Formation » ;
- **10,8 milliards de francs CFA** sur **Banco Santander** pour le projet « Conception Réalisation Travaux Routiers » ;

- **12,2 milliards de francs CFA** sur **Banque Islamique de Développement** pour le projet « Assainissement de la ville de Libreville » ;
- **1,1 milliard de francs CFA** sur **China Construction Bank Corporation** pour le projet « Construction Palais des Sports ».

❖ **Les autres dépenses (titre 6)**

Le poste « autres dépenses » porte essentiellement sur les dépenses des plans sociaux et de restructuration des entreprises, les protocoles transactionnels et les condamnations pécuniaires de l'Etat.

Sur une dotation en loi de finances rectificative de **24,2 milliards de francs CFA**, ces dépenses ont été ordonnancées à fin décembre 2020, à hauteur de **22,1 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 92%. Les paiements ont atteint un niveau de **16 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 66%.

S'agissant des plans sociaux, les ordonnances émises atteignent **6,3 milliards de francs CFA**. Les prises en charge concernent principalement :

- ANAGEISC : **1,5 milliard de francs CFA** ;
- AGROGABON : **1,1 milliard de francs CFA** ;
- FNAS : **900,7 millions de francs CFA** ;
- ANGTI : **698 millions de francs CFA** ;
- Zone Franche Ile Mandji : **585,5 millions de francs CFA** ;
- CICIBA : **523,8 millions de francs CFA** ;
- BHG : **323,7 millions de francs CFA** ;
- AGP : **289 millions de francs CFA** ;
- OGAPROV : **68,4 millions de francs CFA** ;
- ONSFAG : **65,3 millions de francs CFA**.

2) Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales comprennent les dépenses des missions du secteur social, les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres missions. A fin décembre 2020, ce poste affiche un niveau global d'ordonnances émises (hors FINEX) de **328,9 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 77% par rapport à la prévision de **429,9 milliards de francs CFA**.

Les ordonnances émises au titre des missions du secteur social se chiffrent à **218,2 milliards de francs CFA** contre une prévision de **330 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 66 %. Le détail de cette exécution est décliné dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Exécution des dépenses sociales par mission

Mission/Titre	LFR 2020	Montant Ordonné	Tx/ORD
11: Education nationale	52,2	13,5	26%
3:dépenses de biens et services	5,9	12,3	209%
4: Dépenses de transfert	0,3	1,1	396%
5:dépenses d'investissement	46,0	0,0	0%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	44,9	62,1	138%
3:dépenses de biens et services	4,0	3,0	75%
4:dépenses de transfert	40,0	59,0	147%
5: dépenses d'investissement	0,8	0,1	10%
22:Prévoyance sociale	35,0	27,1	77%
3:dépenses de biens et services	0,7	0,9	136%
4:dépenses de transfert	34,3	26,2	76%
5:dépenses d'investissement	0,0	0,0	0%
25:Santé	158,0	113,9	72%
2:dépenses de personnel	75,0	31,4	42%
3:dépenses de biens et services	53,3	73,3	138%
4:dépenses de transfert	11,0	9,1	83%
5:dépenses d'investissement	18,8	0,0	0%
29:Travail et emploi	39,9	1,7	4%
3:dépenses de biens et services	0,4	0,2	54%
4:dépenses de transfert	0,4	0,0	0%
5:dépenses d'investissement	39,6	1,7	4%
Total général	330,0	218,2	66%

Source : DGBFIP/DGCPT

Pour ce qui est des subventions et autres dépenses à caractère social relevant d'autres missions, le niveau des ordonnances se situe à **110,7 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 111% par rapport à la prévision.

Le tableau suivant présente l'exécution desdites dépenses.

Tableau 4 : Exécution des autres dépenses sociales

SUBVENTIONS	LFR 2020	Montant Ordonné	TAUX
Soutien aux prix des produits pétroliers (SOGARA)	12,2	12,4	101%
Ticket modérateur transport urbain (SOGATRA et TRANS'URB)	5,6	4,3	76%
Prestations familiales (allocations familiales, rentrée scolaire)	16,5	17,9	108%
Pensions	59,8	67,1	112%
Accès aux services sociaux de base (électricité, eau potable)	0,2	3,3	1653%
Frais d'inhumation et transport	1,8	0,6	36%
Accès aux services sociaux	3,9	5,1	132%
TOTAL SUBVENTIONS	99,9	110,7	111%
Dépenses sociales	330,0	218,2	66%
TOTAL GENERAL (Dépenses Sociales + Subventions)	429,9	328,9	77%

Source : DGBFIP/DGCPT

Par ailleurs, comprises dans les dépenses sociales, celles exécutées au titre de la riposte contre la Covid-19 ont atteint **75,5 milliards de francs CFA**. Elles se déclinent ainsi qu'il suit :

- primes versées au personnel soignant : **3 milliards de francs CFA** ;

- prise en charge du ticket modérateur CNAMGS pour les gabonais économiquement faibles : **2,1 milliards de francs CFA** ;
- dépenses de fonctionnement et achats de fournitures spécifiques : **28,6 milliards de francs CFA** ;
- soutien aux ménages (kits alimentaires, loyers, électricité, transport, etc.), aux entreprises individuelles et prise en charge des forces de défense et de sécurité : **18,6 milliards de francs CFA** ;
- dépenses d'équipement pour la riposte : **23,2 milliards de francs CFA**.

Les comptes d'affectation spéciale

Sur une prévision annuelle de **113 milliards de francs CFA** en recettes et en dépenses, l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) présente un solde créditeur de **13,7 milliards de francs CFA** à fin décembre 2020.

Le CAS « Pensions » présente les opérations en recettes (cotisations sociales) et en dépenses (pensions) de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. A la fin du quatrième trimestre 2020, il affiche en recettes et en dépenses un montant de **67,1 milliards de francs CFA** et bénéficie d'une rallonge budgétaire de **7,4 milliards de francs CFA**, provenant du budget général. Les dépenses exécutées dans cette mission se déclinent ainsi qu'il suit :

- Pensions civiles et militaires : **59,9 milliards de francs CFA**, dont **507 millions de francs CFA** au titre des frais de gestion du CAS ;
- Pensions spéciales : **7,2 milliards de francs CFA**.

Le CAS « Promotion du sport » retrace les dépenses mises en œuvre par l'Office National du Développement du Sport et de la Culture (ONDSC). A fin décembre, ce compte a enregistré **3,9 milliards de francs CFA** en recettes et **11,6 milliards de francs CFA** en dépenses, soit un solde débiteur de **7,7 milliards de CFA**, financé par le solde excédentaire de l'exercice antérieur.

Le CAS « Prestations familiales et sociales », relatif aux prestations familiales gérées par la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales (CPPF), a enregistré au 31 décembre 2020, une exécution de **17,9 milliards de francs CFA**.

Le CAS « Promotion audiovisuelle et cinématographique » affiche une exécution de **3,1 milliards de francs CFA** en recettes et **2,8 milliards de francs CFA** en dépenses, soit un excédent de **300 millions de francs CFA**.

Le CAS « Formation pour l'emploi » enregistre une exécution en recettes de **2,1 milliards de francs CFA** contre **1 milliard de francs CFA** en dépenses, soit un solde créditeur de **1,1 milliard de francs CFA**.

Le CAS « Promotion du logement décent » enregistre une exécution en recettes de **7,9 milliards de francs CFA** et en dépenses de **2 milliards de francs CFA**, soit un solde créditeur de **5,9 milliards de francs CFA**.

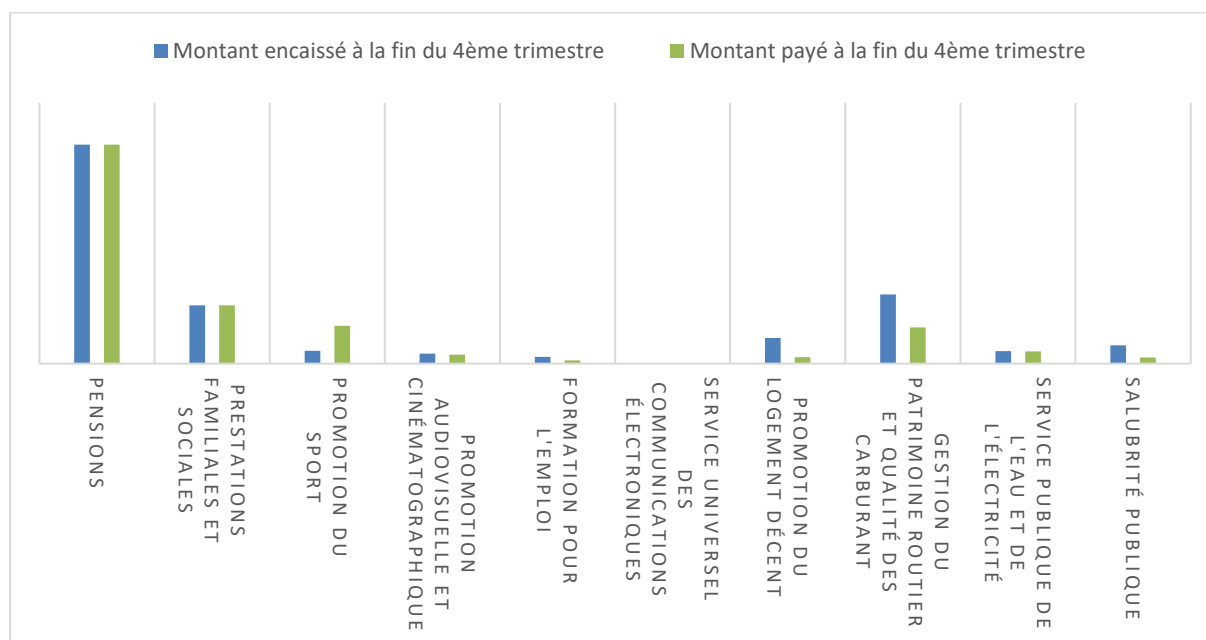
Le CAS « gestion du patrimoine routier et qualité des carburants » enregistre une exécution en recettes de **21,3 milliards de francs CFA** contre **11,1 milliards de francs CFA** en dépenses, soit un solde créditeur de **10,2 milliards de francs CFA**.

Le CAS « Service public de l'eau et de l'électricité » affiche une exécution de **3,9 milliards de francs CFA** en recettes et **3,7 milliards de francs CFA** en dépenses. Ce CAS dégage un excédent de **200 millions de francs CFA**.

Le CAS « Salubrité publique » enregistre respectivement en recettes et en dépenses **5,6 milliards de francs CFA** et **1,9 milliard de francs CFA**, soit un solde positif de **3,7 milliards de francs CFA**.

Le CAS « Service Universel des Communications Electroniques », n'a fait l'objet d'aucune exécution en recettes en dépenses.

Figure 3 : Exécution des CAS au 31 décembre 2020



Source : DGBFiP, données DGCP

Les opérations de trésorerie et de financement

1) Charges de trésorerie et de financement

Les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à hauteur de **1 143,6 milliards de francs CFA** sur une prévision annuelle de **1 146,7 milliards de francs CFA**, soit 99,7%. Cette exécution est répartie ainsi qu'il suit :

- **632,9 milliards de francs CFA** d'amortissements extérieurs ;
- **307 milliards de francs CFA** d'amortissements intérieurs ;
- **207,7 milliards de francs CFA** d'autres amortissements ;
- **-3,9 milliards de francs CFA** de Prêts et avances.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Pour une prévision annuelle de **1 545,3 milliards de francs CFA**, les ressources de financement ont été mobilisées à hauteur de **1 412,3 milliards de francs CFA** soit un taux de réalisation de 91%. Ces ressources, composées des financements extérieurs, des émissions de titres publics et des financements non bancaires, se répartissent ainsi qu'il suit :

- **327,9 milliards de francs CFA** dont les tirages sur prêts projets de **88,9 milliards de francs CFA** et sur prêts programmes de **238,9 milliards de francs CFA** ;
- **990,6 milliards de francs CFA** sur les émissions de titres publics ;
- **93,8 milliards de francs CFA** correspondant au financement non bancaire.

Tableau 5 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 décembre 2020

	LFR 2020	Exécution à fin septembre	Exécution à fin décembre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement				
Amortissement (dette extérieure)	690 593	589 330	632 872	92%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	313 523	228 169	306 972	98%
Autres amortissements	130 120	185 439	207 682	160%
Correspondants du Trésor	-	-	-	-
Prêts et avances	12 435	- 1 517	- 3 952	-32%
Total	1 146 671	1 001 421	1 143 574	100%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	594 213	302 271	327 909	55%
Partenariats Public-Privé	30 000	-	-	0%
Emissions de titres publics	836 320	823 173	990 643	118%
Financement bancaire	-	-	-	-
Financement non bancaire	84 807	78 384	93 771	111%
Total	1 545 340	1 203 827	1 412 323	91%
Solde des opérations de trésorerie et de financement	398 669	202 406	268 749	
Solde budgétaire global	- 398 669	- 7 385	- 140 245	
Solde net	0	195 021	128 504	

Source : DGCPT, DGBFiP

Il en résulte que le solde net consolidé des opérations budgétaires et des opérations de trésorerie et de financement est établi à **128,5 milliards de francs CFA**.

CONCLUSION

La crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a affecté l'économie au cours de l'année 2020. Les dépenses engendrées par cette dernière ont occasionné une éviction des dépenses courantes.

En dépit de cette réalité, le rendement de l'impôt a permis d'atténuer le déficit budgétaire prévisionnel révisé de **258,5 milliards de francs CFA** pour s'établir à **140,2 milliards de francs CFA** en fin d'exercice.

De même, les bonnes performances enregistrées dans la mobilisation des émissions de titres publics et des financements non bancaires ont permis de dégager un solde excédentaire des opérations de trésorerie et de financement de **268,7 milliards de francs CFA**, portant le solde net à un niveau positif de **128,5 milliards de francs CFA** contre **55,9 milliards de francs CFA** l'année précédente.

Toutefois, au regard de la persistance de la crise sanitaire, des efforts devront être maintenus et renforcés pour améliorer la collecte des recettes.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de francs CFA)

Natures des recettes	2020			LFI 2019	Réalisation du 4ème trimestre 2019
	LFR 2020	Réalisation du 4ème trimestre 2020	Taux		
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 158 568	1 162 453	100%	1 330 257	1 036 601
Impôts	575 932	546 233	95%	536 256	674 953
Impôts sur les sociétés	420 520	393 920	94%	374 077	519 816
Sociétés pétrolières	190 000	224 470	118%	105 440	196 311
Sociétés minières	25 085	11 304	45%	67 558	112 798
Retenues à la source	23 985	21 101	88%	25 775	28 158
Autres sociétés	181 450	137 046	76%	175 304	182 550
Impôts sur les personnes	132 239	131 050	99%	138 272	131 330
Impôts sur le revenu des personnes physiques	47 511	44 854	94%	55 795	95 013
Acomptes versés par les salariés	61 174	64 844	106%	54 121	5
Taxes complémentaires sur les salaires	23 518	20 861	89%	-	36 093
Impôts forfaitaires sur le revenu	36	74	206%	28 318	-
Autres impôts sur les personnes	-	416	100%	39	218
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	23 173	21 263	92%	23 907	23 808
Taxes	582 636	616 220	106%	794 001	361 648
Taxes de formation professionnelle	1 669	2 580	155%	2 296	1 941
Droits et taxes sur la propriété	18 898	12 365	65%	36 932	9 061
Taxes sur les biens et services	280 915	280 841	100%	411 973	94 057
Droits et taxes de douanes	263 147	309 717	118%	313 830	256 589
Autres recettes fiscales	18 007	10 717	60%	28 969	-
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	25 071	-	0%	3 458	2 950
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	41 371	36 730	89%	41 340	36 236
Cotisations retraites	28 376	25 616	90%	30 166	23 762
Prélèvements sociaux	-	-	0%	-	-
Cotisation CNAMGS	12 995	11 114	86%	11 174	12 474
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	339 982	494 981	146%	738 364	652 283
Revenu de la propriété	290 643	396 226	136%	649 316	630 002
Revenus de participations	6 064	41 204	679%	3 413	17 551
Revenus du domaine foncier	1 042	646	62%	6 010	1 015
Revenus du domaine pétrolier	273 463	336 504	123%	626 112	543 148
Revenus du domaine minier	5 517	14 195	257%	5 327	59 608
Revenus du domaine forestier	4 557	3 677	81%	8 455	8 680
Recettes diverses non fiscales	34 339	41 425	121%	63 049	22 281
Vente de biens et services	15 000	-	0%	26 000	-
Recettes à répartir*	-	57 331	100%	-	-
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 564 992	1 694 165	108%	2 113 419	1 728 070

Source : DGBFiP, DGCPT et DGI

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en francs CFA)

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LF 2020	EXECUTION A FIN DECEMBRE	TAUX D'EXECUTION LFI 2020
1		Collectivités locales	19 384 000 000	23 922 480 126	123%
110	Collectivités locales	Impôts sur le revenu des personnes physiques	3 801 000 000	3 588 344 000	94%
111	Collectivités locales	Acomptes versés par les salariés	4 894 000 000	5 187 536 126	106%
113	Collectivités locales	Taxe sur les carburants	1 565 000 000	2 258 200 000	144%
114	Collectivités locales	Patentes	2 241 000 000	1 822 100 000	81%
115	Collectivités locales	Licences	1 373 000 000	53 900 000	4%
116	Collectivités locales	Foncier bâti	4 369 000 000	8 442 000 000	193%
117	Collectivités locales	Foncier non bâti	720 000 000	1 277 500 000	177%
118	Collectivités locales	ISL	371 000 000	1 292 900 000	348%
			50 000 000		0%
2		Contributions Communautaires	6 569 000 000	2 780 048 896	42%
210	CEEAC	Taxe communautaire d'Intégration	4 241 000 000	542 902 017	13%
211	CEMAC	Contribution Communautaire d'Intégration	1 051 000 000	1 424 532 824	136%
212	OHADA	Prélèvement OHADA	266 000 000	188 770 271	71%
213	UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	1 011 000 000	623 843 784	62%
3		Attributions de produits	38 954 000 000	34 569 226 159	89%
311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	Droit d'accise		143 908 200	100%
312	DG Transports	Licences de transports		-	0%
313	DG Transports	Permis de conduire		-	0%
314	DG Transports	Cartes grises	23 808 000 000	23 272 675 813	98%
331	CNAMGS	Contribution Spéciale à la Solidarité/Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	12 995 000 000	11 113 942 146	86%
332	CNAMGS	Cotisation des agents	179 000 000	38 700 000	22%
333	ANPN (*)	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN / 20%)		-	0%
334	Fonds de péréquation	Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 030 000 000	-	0%
340		Redevances Examen et concours	250 000 000	-	0%
341		Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	64 000 000	-	0%
342		Ristournes issues des autorisations et renouvellement d'emploi aux travailleurs étrangers	378 000 000	-	0%
343	DG Travail	Ristournes issues des contrôles		-	0%
344	ANBG	Ristournes sur Commission		-	0%
345	ANUTTC	Ristournes sur Amendes et divers	250 000 000		0%
	TOTAL RECETTES AFFECTEES		64 907 000 000	61 271 755 181	94%

Source : DGBFiP et DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de francs CFA)

Catégorie de dépenses	2020											2019				
	LFR 2020	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Montant payé à la fin du 3ème trimestre	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'exécution	LF 2019	Montant ordonnancé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'exécution
Titre 1. Charges financières de la dette	276 484	73 617	135 694	185 364	280 127	101%	73 617	135 694	185 363,82	280 127,19	101%	255 594	224 047	54%	224 047	88%
Titre 2. Dépenses de personnel	683 000	169 659	335 115	508 067	659 367	97%	169 057	335 115	508 066,63	659 366,88	97%	672 760	685 839	75%	685 839	102%
Titre 3. Dépenses de biens et services	261 401	63 509	143 507	204 397	358 222	137%	48 891	99 471	170 955,46	358 222,87	137%	288 538	291 650	58%	198 060	69%
Titre 4. Dépenses de transfert	162 410	28 816	81 383	114 534	159 145	98%	18 078	58 608	98 570,47	153 371,34	94%	245 435	197 351	67%	197 351	80%
Titre 5. Dépenses d'investissement	380 000	11 716	57 413	147 286	296 778	78%	3 613	39 681	118 307,27	190 145,36	50%	381 044	257 778	45%	238 873	63%
Titre 6. Autres dépenses	24 170	3 662	12 394	17 719	22 148	92%	0	4 908	6 701,30	15 950,35	66%	64 500	19 234	16%	9 467	15%
Total des dépenses pour le budget général	1 787 465	350 978	765 507	1 177 366	1 775 787	99%	313 256	673 478	1 087 965	1 657 184	93%	1 907 871	1 675 899	61%	1 553 636	81%

Sources : DGCPT et DGBFiP

**Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire
(en millions de francs CFA)**

	LF 2020	Montant des ordonnancements à la fin du 4ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 4ème trimestre
Titre 1. Charges financières de la dette	276 484	280 127	280 127
Extérieur	186 283	161 277	161 277
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	186 283	114 901	114 901
Bilatéraux	24 362	25 956	25 956
Multilatéraux	29 340	10 850	10 850
Banques	14 729	1 872	1 872
Marchés financiers	117 852	76 223	76 223
Intérêts - commissions et frais	-	46 375	46 375
Pertes sur change	-	612	612
Commission et frais extérieur DGD	-	45 763	45 763
Intérieur	90 201	118 850	118 850
Intérieurs - DGD	73 735	69 631	69 631
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	73 735	69 631	69 631
Banques intérieures	31 352	35 144	35 144
Moratoires	11 794	4 318	4 318
Marchés financiers	30 589	30 168	30 168
OTA	-	-	-
Trésor - dette	16 466	49 219	49 219
BEAC (agios)	-	-	-
Facilités de caisse	4 363	2 355	2 355
Bons du Trésor Assimilables	10 620	11 408	11 408
Perte de change	-	-	-
Autres frais bancaires	1 483	35 456	35 456
AGIOS paierie étranger	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	683 000	659 367	659 367
Rémunération du personnel	683 000	659 367	659 367
Solde permanente	622 444	611 660	611 660
Rémunération autres catégories de salariés	38 000	35 404	35 404
Primes et indemnités des fonctionnaires	18 000	12 302	12 302
Rappels de solde	4 556	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	261 401	358 222	358 223
Autres biens et services	204 549	326 532	326 532
Remboursement TVA	54 239	30 480	30 481
Attribution des produits	2 613	1 210	1 210
Titre 4. Dépenses de transferts	162 410	159 145	153 371
Autres transferts	150 039	146 787	141 013
Soutien des prix des produits pétroliers	12 200	12 358	12 358
Attribution des produits	171	-	-
<i>dont Gratuité des accouchements</i>			
Titre 5. Dépenses d'investissement	380 000	296 778	190 145
Financements sur ressources propres	113 758	207 930	101 174
Financements extérieurs	236 242	88 848	88 972
Partenariat Public-Privé	30 000	-	-
Fonds Routier	-	-	-
Fonds National de l'Habitat (FNH)	-	-	-
Collectivités locales	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	24 170	22 148	15 950
Intérieurs-AJE	4 000	18 756	12 924
Protocoles transactionnels	1 000	6 611	6 611
Condamnations pécuniaires	2 000	313	313
Séquestres	500	-	-
Autres	500	11 832	6 000
Restructuration des entreprises	9 123	3 392	3 027
Dette CNSS (cotisations sociales)	-	-	-
Coûts sociaux de restructuration	9 123	3 392	3 027
Divers	11 047	-	-
Contentieux liés aux annulations	-	-	-
Autres contentieux	11 047	-	-
TOTAL	1 787 465	1 775 787	1 657 184

Source : DGCPT

Annexe 5 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de francs CFA)

	LFR 2020	Exécution à fin décembre 2020	Taux d'exécution
Charges de financement et de trésorerie			
Amortissement (dette extérieure)	690 593	632 872	91,6%
Emprunts extérieurs - courants	690 593	632 872	91,6%
Bilatéraux	55 851	48 571	87,0%
Multilatéraux	114 952	71 885	62,5%
Banques	80 722	66 034	81,8%
Marché international	439 068	446 382	101,7%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	313 523	306 972	97,9%
Intérieur - DGD	313 523	306 972	97,9%
Emprunts intérieurs - courants	313 523	306 972	97,9%
Banques	52 422	97 444	185,9%
Moratoires	105 034	49 961	47,6%
Divers	-	3 500	-
Marchés financiers	156 067	156 067	100,0%
Autres amortissements	130 120	207 682	159,6%
Instances Trésor	87 581	126 829	144,8%
Arriérés de TVA	42 539	80 853	190,1%
Correspondants du Trésor			-
Prêts et avances	12 435	- 3 952	-31,8%
Prêts nets à SOGARA	-	- 3 952	-
Dépôt BEAC	12 435	-	0,0%
Total (I)	1 146 671	1 143 574	99,7%
Ressources de financement et de trésorerie			
Tirages	594 213	327 909	55,2%
Tirages sur conventions en cours	195 811	88 972	45,4%
Tirages sur nouvelles conventions	19 462	-	0,0%
Tirages sur prêts programmes	378 940	238 937	63,1%
Partenariats Public-Privé	30 000		0,0%
Financement Transgabonais	30 000		0,0%
Emissions de titres publics	836 320	990 643	118,5%
Emissions de titres publics sur le marché international	595 176	595 176	100,0%
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	241 144	395 467	164,0%
Financement non bancaire	84 807	93 771	110,6%
Accumulation des instances	84 807	93 771	110,6%
Correspondants du Trésor			-
Total (II)	1 545 340	1 412 323	91,4%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	398 669	268 749	
Solde budgétaire global	- 398 669	- 140 245	
Solde net	0	128 504	

Source : DGCPT

Annexe 6 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de francs CFA)

RECETTES				DEPENSES				SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LFR 2020	Montant encaissé à la fin du 4ème trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LFR 2020	Montant payé à la fin du 4e trimestre	Taux de réalisation	Recettes/Dépenses 2020
Pensions	59 767	67 124	112%	Pensions	59 767	67 124	112%	67 123
Titre 3. Cotisations sociales	59 767	67 124	112%	Titre 4. Dépenses de transfert	59 767	67 124	112%	
Part salariale	28 376	25 616	90%	Pensions civiles et militaires	59 767	59 945	100%	
Part patronale de l'Etat	31 391	41 508	132%	Pensions spéciales	-	7 179	-	
Prestations familiales et sociales	16 500	17 899	108%	Prestations familiales et sociales	16 500	17 899	108%	17 898
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	17 899	108%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	17 899	108%	
Allocations familiales	16 500	17 899	108%	Prestations familiales	16 500	17 899	108%	
Promotion du sport	4 045	3 935	77%	Promotion du sport	4 045	11 587	228%	3 933
Titre 1. Recettes fiscales	4 045	3 935	77%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	
Taxe sur les jeux de hasard	537	105	33%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 023	10 322	406%	
Droits d'accises	3 508	3 830	80%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	
			-	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 022	1 265	50%	
Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 201	3 087	152%	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 201	2 808	138%	-
Titre 1. Recettes fiscales	1 201	3 087	152%	Titre 3. Dépenses de biens et services	400	936	138%	
Redevance audiovisuelle	1 201	3 087	152%	Titre 5. Dépenses d'investissement	801	1 872	138%	
Formation pour l'emploi	1 669	2 107	87%	Formation pour l'emploi	1 669	1 008	42%	2 107
Titre 1. Recettes fiscales	1 669	2 107	87%	Titre 3. Dépenses de biens et services	556	336	42%	
Taxe de formation professionnelle	1 669	2 107	87%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 113	672	42%	
Service universel des communications électroniques	2 394	-	0%	Service universel des communications électroniques	2 394	-	0%	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	0%	
Redevance universelle	2 394	-	0%					
Promotion du logement décent	3 065	7 861	152%	Promotion du logement décent	3 065	1 961	38%	7 861
Titre 1. Recettes fiscales	3 065	7 861	152%	Titre 3. Dépenses de biens et services	613	767	74%	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	3 065	7 861	152%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 452	1 194	29%	
Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	9 727	21 260	163%	Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	9 727	11 112	85%	21 260
Titre 1. Recettes fiscales	9 727	21 260	163%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 018	4 554	349%	
Redevance d'usure de la route (RUR)	9 727	21 260	163%	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 709	6 558	56%	
Service publique de l'eau et de l'électricité	7 844	3 886	50%	Service publique de l'eau et de l'électricité	7 844	3 718	47%	3 885
Titre 1. Recettes fiscales	7 844	3 886	50%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 353	1 116	47%	
Redevance de l'eau	1 021	601	59%	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 491	2 603	47%	
Redevance de l'électricité	6 823	3 284	48%					
Salubrité publique	6 800	5 635	100%	Salubrité publique	6 800	1 914	18%	5 635
Titre 4. Autres recettes	6 800	5 635	100%	Titre 3. Dépenses de biens et services	480	-	0%	
Redevance des ordures ménagères	6 800	5 635	100%	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 320	1 914	19%	
Total des recettes	113 012	132 795	106%	Total des dépenses	113 013	119 130	96%	132 794

Source : DGCPT